

Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Jugement civil no 2024TALCH20/00091

Audience publique du jeudi vingt juin deux mille vingt-quatre.

Numéro TAL-2021-07876 du rôle

Composition :

Françoise HILGER, vice-président,
Emina SOFTIC, premier juge,
Melissa MOROCUTTI, juge,
Daisy MARQUES, greffier.

ENTRE

PERSONNE1.), demeurant à L-ADRESSE1.),

partie demanderesse aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Guy ENGEL de Luxembourg, du 10 septembre 2021,

comparaissant en l'étude de la société à responsabilité limitée VOGEL AVOCAT S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-1660 Luxembourg, 74, Grand-rue, inscrite sur la liste V du Tableau de l'ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son gérant actuellement en fonctions, représentée aux fins de la présente procédure par Maître Gaston VOGEL, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à la même adresse,

ET

1) PERSONNE2.), demeurant à L-ADRESSE2.),

partie défenderesse aux fins du prédit exploit ENGEL,

comparaissant par la société anonyme ARENDT & MEDERNACH S.A., inscrite au barreau de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-2082 Luxembourg, 41A, avenue J.F. Kennedy, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO2.), représentée aux fins des présentes par Maître Christian POINT, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

- 2) L'établissement public CAISSE NATIONALE DE SANTE (CNS), établi et ayant son siège social à L-2144 Luxembourg, 4, rue Mercier, représenté par le Président de son comité directeur actuellement en fonctions, inscrit au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO3.),

partie défenderesse aux fins du crédit exploit ENGEL,

défaillante,

en présence de :

La société anonyme SOCIETE1.) S.A., établie et ayant son siège social à L-ADRESSE3.), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO4.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

partie demanderesse en intervention volontaire,

comparaissant par la société anonyme ARENDT & MEDERNACH S.A., inscrite au barreau de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-2082 Luxembourg, 41A, avenue J.F. Kennedy, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO2.), représentée aux fins des présentes par Maître Christian POINT, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LE TRIBUNAL

Par exploit d'huissier de justice du 10 septembre 2021, PERSONNE1.) a fait donner assignation à PERSONNE2.) et à l'établissement public CAISSE NATIONALE DE SANTE (ci-après : la CNS) à comparaître devant le tribunal de ce siège.

La société anonyme SOCIETE1.) S.A. (ci-après : la société SOCIETE1.) est volontairement intervenue dans l'instance suivant requête en intervention volontaire notifiée le 13 octobre 2021.

L'affaire a été inscrite sous le numéro TAL-2021-07876 du rôle et soumise à l'instruction de la 20^e section.

Par acte de « *désistement d'instance et d'action* » du 2 avril 2024, notifié au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, 20^e chambre, signé par PERSONNE1.), cette dernière a déclaré se désister purement et simplement de l'instance et de l'action introduite contre PERSONNE2.) et contre la société SOCIETE1.) suivant l'exploit d'huissier de justice du 10 septembre 2021.

Les mandataires des parties ont été informés par bulletin du 23 avril 2024 de la composition du tribunal.

Par ordonnance du 30 mai 2024, l'instruction de l'affaire a été clôturée.

Aucune des parties n'a sollicité à plaider oralement.

En application de l'article 226 du Nouveau Code de procédure civile, les parties sont réputées avoir réitéré leurs moyens à l'audience de plaidoiries et leurs mandataires sont dispensés de se présenter à l'audience des plaidoiries.

L'affaire a été prise en délibéré par Madame le juge de la mise en état à l'audience de plaidoiries du 30 mai 2024 conformément à l'article 227 du Nouveau Code de procédure civile.

La CNS a été assignée à domicile. La partie assignée ne comparaisant pas, il y a lieu de statuer par défaut à l'égard de la CNS, en application de l'article 79 du Nouveau Code de procédure civile.

Suivant l'article 546 du Nouveau Code de procédure civile « *le désistement, lorsqu'il aura été accepté, emportera de plein droit consentement que les choses soient remises de part et d'autre au même état qu'elles étaient avant la demande. [...]* ».

Le désistement, qui traduit une volonté non équivoque d'abandon de la part du demandeur, peut porter sur l'instance, l'action, un acte de procédure ou l'appel, et ce dans toutes les matières, sauf disposition légale contraire.

Le désistement d'instance est une renonciation à l'instance engagée, qui va s'éteindre à titre principal. Le droit litigieux n'est pas atteint et l'action reste ouverte au plaideur qualifié. Le désistement d'action, au contraire, est celui qui porte sur le droit lui-même d'être entendu par le juge sur le fond de la prétention. Le désistement d'action emporte en effet non seulement abandon d'une instance introduite à un certain moment, mais abandon du droit qui forme la base de cette instance. Le désistement d'action emporte dès lors renonciation définitive et extinction du droit lui-même et rend irrecevable toute nouvelle action. Ces effets se produisent en tout état de cause dès la notification de l'acte de désistement, sans qu'il ne faille solliciter l'accord du défendeur, même si les débats étaient déjà engagés (cf. HOSCHEIT (T.), *Le droit judiciaire privé au Grand-Duché de Luxembourg*, éd. Paul Bauler, 2012, p. 559).

Cette solution repose sur la considération que le défendeur n'a rien à perdre dans un abandon définitif par le demandeur de ses droits allégués, et qu'aucun motif légitime ne peut donc justifier un refus d'acceptation.

Le demandeur renonçant unilatéralement à son droit, il est admis que le défendeur ne peut plus le contraindre à poursuivre l'instance, si bien que l'acceptation du défendeur n'est pas requise en ce qui concerne le désistement d'action (cf. JurisClasseur Procédure civile, Fasc. 800-40 : Désistement, n° 51).

Le désistement d'action, fait valablement sous la forme d'un écrit sous seing privé et n'ayant pas à être accepté de l'adversaire parce qu'étant parfait par la seule manifestation de volonté de son auteur, entraîne l'extinction du droit d'agir relativement aux prétentions en litige et, accessoirement, l'extinction de l'instance (cf. CA, 28 mars 1996, n°17640).

Le tribunal ne peut dès lors que constater l'effet extinctif produit par la déclaration de désistement d'action signée par PERSONNE2.) et la société SOCIETE1.).

Le désistement ayant été fait conformément à l'article 545 du Nouveau Code de procédure civile, il convient de l'admettre.

Le désistement étant valablement intervenu, il y a lieu de déclarer éteinte l'instance et l'action introduites par PERSONNE1.) à l'encontre de PERSONNE2.) et de la société SOCIETE1.), suivant exploit d'huissier de justice du 10 septembre 2021 et inscrites au rôle sous le numéro TAL-2021-07876.

En vertu de l'article 546 du Nouveau Code de procédure civile, la partie qui se désiste est réputée succomber, et doit, en conséquence, supporter les frais conformément au principe général de l'article 238 du même code.

En application des textes précités, PERSONNE1.) doit donc supporter les frais et dépens de l'instance.

PAR CES MOTIFS

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, vingtième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement,

vu le désistement d'instance et d'action du 2 avril 2024 dans l'affaire portant le numéro de rôle TAL-2021-07876,

donne acte à PERSONNE1.), qu'elle se désiste purement et simplement de l'instance et de l'action introduites à l'encontre de PERSONNE2.) et de la société anonyme SOCIETE1.) S.A., suivant exploit d'huissier de justice du 10 septembre 2021 et inscrites au rôle sous le numéro TAL-2021-07876,

partant déclare éteintes l'instance et l'action introduites par acte d'huissier de justice du 10 septembre 2021 et inscrites au rôle sous le numéro TAL-2021-07876,

condamne PERSONNE1.), à tous les frais et dépens de l'instance.